

LE SOIR



Pandora Papers, l'onde de choc

DSK

21 millions de profits détaxés en 5 ans



© REUTERS

Comment les héritiers de Solvay ont caché leurs actions

Tout a été fait pour qu'il n'y ait aucune trace de la toile offshore mise sur pied par les actionnaires de la société belge.

Bernard de Laguiche est l'arrière-arrière-petit-fils de l'un des fondateurs du groupe Solvay, devenu le géant de la chimie désormais coté au Bel-20.

Accompagné par plusieurs membres de sa famille (sa mère, ses sœurs, ses enfants, son oncle et plusieurs cousins/cousines), il s'est constitué un labyrinthe de sociétés offshore aux quatre coins du monde : Liechtenstein, Panama, îles Vierges, Singapour, Nouvelle-Zélande. Il y a de quoi y perdre le nord. Ces structures exotiques détenaient plusieurs centaines de milliers d'actions

de la multinationale belge, valorisées à plusieurs dizaines de millions d'euros.

Mais il ne fallait surtout pas que le nom de ces entités apparaisse dans le registre des actionnaires, lors des assemblées générales de Solvay.

Une combine a donc été mise sur pied, pour faire croire que Charles-Louis de Laguiche, banquier suisse et membre de la famille qui les accompagnait dans leur planification offshore, détenait les actions en son nom propre, ce qui n'était pas le cas. En masquant délibérément l'existence du réseau d'offshores. **P. 2 À 5**


ÉDITO
BÉATRICE DELVAUX ÉDITORIALE EN CHEF

Nous agissons, puisqu'une armée de journalistes y travaille...

L'évasion fiscale par le biais de constructions offshore, c'est de la fraude, sans aucun doute. Ce commentaire sans appel n'émane ni du PTB, ni de Thomas Piketty et pas davantage de Bernie Sanders. C'est le ministre des Finances belges, Vincent Van Peteghem, qui faisait ce constat par tweet, saluant les révélations des Pandora Papers par le consortium de journaux internationaux dont *Le Soir* fait partie.

Les journalistes-enquêteurs de ces « Leaks » sont lassés d'entendre certains, souvent aux manettes, accueillir chaque épisode par cette précaution d'usage : « Attention, l'évasion n'est pas forcément illégale. Il s'agit dans nombre de cas non pas de fraude mais d'optimisation fiscale. »

La lecture de chacune des « histoires » que les Pandora Papers mettent au jour prouve pourtant à nouveau et à foison, à quel point l'intention de ces « évasions » est de dissimuler des montants, des personnes voire des prédatations de façon totalement consciente : « celui ou celle dont on ne doit pas mentionner le nom » veut cacher l'argent qu'il a « siphonné » au sein d'une économie, d'une démocra-

tie ou d'une entreprise ou qu'il veut soustraire à l'impôt dans son pays. Distinguer « évasion » et « fraude » est donc souvent une manière de ne pas attaquer le problème, ou de justifier une prise en charge trop parcellaire et donc inefficace.

Distinguer « évasion » et « fraude » est donc souvent une manière de ne pas attaquer le problème, ou de justifier une prise en charge trop parcellaire et donc inefficace

Dans son tweet de ce lundi, le ministre belge des Finances disait une autre chose : « La transparence internationale est la clé de la lutte contre la fraude. Le fisc se penche sur les Pandora Papers et prendra les mesures nécessaires, ce que je soutiens pleinement. »

On ne peut pas taxer les Etats de totale inaction suite à ces fuites fiscales à répétition dans la presse. De nouvelles législations ou règlements ont été adoptés, des redressements fiscaux opérés. Mais il y a un risque de voir les « Leaks » souffrir des mêmes maux que

les rapports du Giec qui, numéro après numéro, décrivent la dégradation de la planète : nourrir la procrastination du monde politique.

Le spécialiste de l'environnement, Stéphane Foucart, mettait ainsi en garde dans *Le Monde* après la parution du dernier rapport du Giec : « Peu importe ce qu'y disent les scientifiques en somme et peu importe la force de leurs conclusions. (...) Nous agissons, semblent penser les décideurs, puisqu'une armée de scientifiques y travaille. » Après la multiplication de « Leaks », on pourrait s'inquiéter d'une semblable procrastination du politique face à l'évasion fiscale : « Nous agissons puisqu'une armée de journalistes y travaille. »

A force de voir le politique attendre sans agir, en matière de réchauffement climatique, remarque Foucart, ce ne sont plus les scientifiques qui alertent, mais les pompiers et les secouristes. *Mutatis mutandis*, on pourrait écrire qu'à force de voir le politique attendre sans agir vraiment en matière d'évasion fiscale, on court le risque que ce ne soit plus les journalistes qui alertent mais ceux qui n'ont pas pu « s'évader ».

STANDARD
Mbaye Leye est viré. Et maintenant ?

P. 20 & 21


MÉDIAS
Panne mondiale et chute libre en bourse pour Facebook P. 11

HAREN
Reportage dans la prison qui accueillera ses premiers détenus dans un an

P. 10

NETFLIX
Pourquoi « Squid Game » cartonne P. 18

 NÉCROLOGIE 24 MOTS CROISÉS 25 SUDOKU 25 LOTERIE 25 MÉTÉO 25
 BON À DÉCOUPER 25 MARCHÉS 26 TÉLÉVISION 27 PETITE GAZETTE 28
 PLANÈTE 28

20007583

Rêvons ensemble

-18% Sur la literie, le linge de lit, les canapés-lits, les relax et dressings.

au bon repos

MAISON DEKOCK, SINCE 1898

Du 09 au 31 octobre inclus

Service voiturier offert les samedis et dimanches

aubonrepos.be

*voir conditions en magasin